

Pour un fédéralisme ancré dans les luttes et déterminé à gagner !

Soutenir et amplifier les luttes

La situation sociale a été riche cette année et force les organisations syndicales à repenser leurs stratégies et interventions.

Si l'émergence de collectifs de lutte n'est pas nouvelle, elle prend de plus en plus d'ampleur depuis l'élection de Macron. Le Front social en 2017 portait déjà la contestation en dehors des cadres électoraux et du dialogue social. Le mouvement des gilets jaunes s'est aussi construit en dehors de ces cadres. Dans l'éducation, les collectifs contre les réformes Blanquer et Parcoursup ont joué un rôle majeur dans la construction d'une mobilisation suivie jusqu'à la grève au moment des examens, et qui s'est poursuivie avec une université d'été de l'éducation. Les mobilisations du secteur de la santé, des femmes autour de collectifs comme « Nous Toutes », des jeunes sur le climat, des collectifs sur les politiques migratoires, montrent la capacité de chacun.e à s'organiser dans des cadres divers.

Ces formes de lutte, qui ont montré leur efficacité sur la déstabilisation – même partielle – du gouvernement, témoignent à la fois de la capacité d'auto-organisation des mouvements, et de leur détermination. Il est nécessaire de les soutenir et de créer des convergences dans l'action.

Stop aux concertations : penser des stratégies pour gagner

Dans ce contexte, le rôle des organisations syndicales est la reconstruction des liens de confiance avec cette base. Ce soutien exige une cohérence des interventions syndicales, incompatible avec un fonctionnement fédéral qui lisserait les différentes orientations qui s'expriment en son sein.

Si le fédéralisme se construit sans se décréter, il en est de même des luttes sociales, qui exigent d'être capable d'agir quand c'est nécessaire.

Exprimer son désaccord face aux politiques gouvernementales ne suffit plus : il faut penser des stratégies pour gagner, ou au moins contraindre le gouvernement à des reculs significatifs. A l'image des gilets jaunes, qui n'ont pas attendu de concertations mais ont en revanche montré une détermination sans faille. C'est pourquoi le fédéralisme qu'Émancipation défend est un fédéralisme du quotidien, ancré dans les luttes, et difficilement compatible avec une « démarche unitaire » de principe.

Comment en effet agir de manière conséquente quand la direction de la FSU favorise le dialogue social avec un gouvernement qui a montré toute sa détermination à ne céder sur rien ? Comment aller dans le sens de la base mobilisée par le biais de concertations qui isolent politiquement et en pratique les syndicats de celles et ceux qui luttent ?

Pour Émancipation, il s'agit de construire des convergences, de soutenir des luttes élaborées par la base et à partir des mobilisations. Il s'agit aussi de mettre en perspective la dimension politique globale des attaques gouvernementales, pour ne pas réduire les luttes à des mouvements sectoriels isolés et des mobilisations dispersées.

Cela veut dire notamment et dans l'immédiat : continuer à se battre contre les réformes Blanquer, organiser la grève du 8 mars dès maintenant, arrêter les concertations et s'engager dans une campagne de retrait de la réforme des retraites.

C'est pourquoi Émancipation ne participera pas à une liste commune départementale et appelle à voter pour la liste Émancipation nationale.

Philippe Corbin, Philippe Dubacq, Clara Gerhards, Eliane Paul-DiVincenzo, Karine Prévot.